

ONG AFRIQUE ESPERANCE

Membre de la **Mission Internationale**
de la **Société Civile Africaine** pour la **Paix**, la **Démocratie**
et la **Bonne Gouvernance** (**MISCA PDBG**)



UN PEUPLE UNE CULTURE UN DEVELOPPEMENT

NGO AFRICA HOPE

Member Of **International Mission**
Of **African Civil Society For Peace Democracy**
And **Good Governance** (**IMACS PDGG**)

ONE PEOPLE ONE CULTURE ONE DEVELOPMENT

ONG dotée du Statut Consultatif Spécial de l'ECOSOC UN, Référence ONG/900 du lundi 20 janvier 2020

BUT : « Insuffler une nouvelle dynamique de développement par le retour à nos valeurs intrinsèques africaines ».

MISSION : « Eliminer la pauvreté en Afrique et restaurer l'image de l'Homme Noir ».

OBJECTIFS :

- **Culture Africaine**
(initiation à la nouvelle citoyenneté africaine)
- **Droits de l'Homme-Démocratie-Bonne Gouvernance.**
- **Prévention, Gestion et Résolution de Conflits**
- **Financement socio économique inclusif en Afrique** (Systèmes Financiers décentralisés)
- **Ethique environnementale, Responsabilité sociétale des entreprises et ODD**

Siège Social : Lot 127 Q DEKOUNGBE-ABOMEY-CALAVI, Maison OKPETCHÉ
BP 100 WOMÉY REPUBLIQUE DU

BENIN, TEL: (+229) 97 49 61 00

RECEPISSE DE DECLARATION:

N° 2013/366/DEP-ATL-LIT/SG/SAG-ASSOC. du 16/12/2013

LETTRE DE RECONNAISSANCE

793/MAEC/SG/SGA/DRCCDH/SCD/DMA du 31/07/17

JOURNAL OFFICIEL

N° 21 du 01/11/2018, PAGE 1382

Email: misca_peace4africa@outlook.fr

Twitter: @esperance_ong

BLOG: www.ongafriqueesperance.wordpress.com

COMPTE BANCAIRE :

DIAMOND BANK BENIN

BJ099 01009 310602153020 65

PARTENAIRES

LICAM-DH, Cameroun

ADC, Côte d'Ivoire

ASEA, RDC

KMF CNOE, Madagascar

CLIMATE CHANCE, France

CSAYN, Cameroun

AFRICAN CARBON FORM-Danemk,

NED-USA, ECOSOC-NU

UNFCCC-NU; IFDD/OIF

Cotonou, le 30 janvier 2022

Le Président,

/-)

Monsieur **James GRABERT**

Directeur Division de l'atténuation

CCNUCC/UNFCCC

BONN / ALLEMAGNE

V/Réf. : MTP/KCI/Inputs du 3 décembre 2021

N/Réf. : 001/2022/ONG AE/P/Contribution_ccnucc

Objet : Appel à contribution du Comité d'experts de Katowice sur les impacts de la mise en œuvre des mesures d'intervention.

Faisant suite à votre courrier sus référencé, Nous avons l'honneur en tant que ONG admise et observateur au sein de la Convention Cadre des Nations Unies pour le Changement Climatique (**CCNUCC/UNFCCC**), de soumettre notre apport à la consolidation des acquis et au rayonnement de notre planète qui subit de pleins fouets les effets pervers du changement climatique.

Au titre de **L'activité 9 du plan de travail** : "Identifier et évaluer les impacts de la mise en œuvre des mesures de réponse en tenant compte de l'équité intergénérationnelle, des considérations de genre et des besoins de populations locales, les communautés, les populations autochtones, les jeunes et les autres personnes en situation de vulnérabilité", qui constitue l'objet de la présente contribution, nous avons l'honneur de vous soumettre ce qui suit :

a. Depuis la COP21 tenue du 30 novembre au 12 décembre 2015 en France sanctionnée par l'accord de Paris, et dont le contenu mentionne en 3 principaux points saillants que sont :

- Maintenir l'augmentation du niveau de la température mondiale moyenne en dessous de 2° C au-delà des niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts pour atteindre 1,5°C ; cela réduira significativement les risques de changement climatique ;
- Augmenter l'habilité d'adapter les effets pervers du changement climatique et de booster la résilience climatique en diminuant le développement des émissions des gaz à effet de serre tel que cela n'impacte pas la production alimentaire ;
- Et enfin Rendre fluide la finance climatique consisterait à tendre vers la réduction des émissions des gaz à effet de serre et par ricochet le développement de la résilience climatique ;

notre planète n'a de cesse, connu des bouleversements climatiques et de l'analyse des spécialistes (Climate Action Tracker, le GIEC, etc...), les fruits risquent de ne tenir la promesse des fleurs tellement les intérêts sont colossaux et divergents.

De l'Accord de Glasgow en 2021 à la COP26 en comparaison à celui de Paris en 2015 à la COP21, nous pouvons nous satisfaire de l'avancée des idées à la désescalade climatique. De notre analyse, ayant été présents lors de cette dernière conférence, ce qu'il faut retenir des 10 points importants, est principalement le passage de 2°C à 1,5°C l'ambition du niveau du réchauffement climatique par rapport au niveau préindustriel.

Quelle politique alors ou mesure liée à une voie permettant de maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 2°C par rapports aux niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts pour limiter l'augmentation de la température à 1,5°C par rapports aux niveaux préindustriels ?

L'Afrique au-delà de tous les pays en développement subit de pleins fouets les effets pervers du réchauffement climatique. Les plus grands pollueurs de la planète n'ont pas toujours tenus leur promesse d'accompagner les moins pollueurs. Depuis 2009, ils devraient financer 100 milliards par an pour aider les pays les moins avancés à faire leur transition écologique et à s'adapter au réchauffement climatique qui les frappe pleinement. Le Fond Vert puisque c'est de lui qu'il s'agit, n'a jamais pu être réalisé jusqu'en 2019. Débattu lors de la COP26, il n'y a pas de progrès de la part des pays développés.

Cependant, l'ONG Afrique Espérance comme bien d'autres acteurs présents, a choisi la **SOLUTION BASEE SUR LA NATURE**, c'est-à-dire de mettre l'importance sur les solutions naturelles en vue de protéger, conserver et restaurer la nature et les écosystèmes notamment les **FORETS** et les **AUTRES ECOSYSTEMES TERRESTRES ET MARINS** en vue de réaliser la résilience climatique en diminuant le développement des émissions des gaz à effet de serre en en mettant le niveau du réchauffement à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels.

Le couvert végétal mondial caractérisé essentiellement par le bassin forestier du Congo et l'Amazonie doit être une priorité mondiale au vu du refus des Etats développés et pollueurs d'accompagner les pays les moins avancés à contrer le choc dû aux effets pervers du réchauffement climatique.

- b. A ce niveau et principalement au Bénin, des solutions simples et à moindre coûts nous ont permis de restaurer le couvert végétal et d'adopter l'utilisation des énergies renouvelables pour les groupements de femmes transformatrices de manioc dans leurs activités génératrices de revenus. La valorisation des déchets organiques (épluchures de manioc et autres déchets ménagers) ont servis à produire du biogaz en lieu et place du feu de bois de chauffe préalablement utilisé et qui absorbé le couvert végétal et conduit ainsi à l'avancée du désert et à la désertification des sols. Financé par l'Institut Francophone pour le Développement Durable (IFDD), organe subsidiaire de l'Organisation Internationale pour la Francophonie (OIF), ce projet transversal à plus d'un titre, répond si besoin en était encore, à la politique de protection, de restauration, de conservation de la nature tout en assurant un bien-être aux populations et communautés riveraines rurales et vulnérables qui subissent aussi les effets du changement climatique.

L'évaluation dudit projet pilote a permis de mesurer les impacts du changement de paradigme comportemental sur l'ensemble du système qui jadis conduisait tant à la destruction des forêts et à rendre très vulnérables les femmes, les filles les exposant aux maladies respiratoires et cutanées. L'adoption de cette nouvelle donne a contribué en un mot à changer leur vie et leur environnement immédiat (reboisement par les plans d'arbres) et par ricochet, préserver la couche d'ozone par la réduction des émissions de gaz à effets de serre.

Par ailleurs, des études subséquentes sont en cours et devraient permettre de faire la mise à l'échelle du projet tant sur le plan national que régional. Les documents techniques sont achevés et nous sommes à l'étape de recherche de financement.

- c. Un (1) lien hypertexte vers une étude réelle faite à travers le projet intitulé : **Valorisation des déchets organiques pour l'augmentation des revenus des groupements de femmes transformatrices de manioc dans la commune de Zè au sud du Bénin (RAPPORT FINAL TECHNIQUE)**

<https://we.tl/t-qoQPdx3cSr>

Pour l'ONG AFRIQUE ESPERANCE



BALOGOUN O. Charles
Président